

Décision n° 2018-237

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
et un survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour

VU l'arrêté n°2013-09 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment ses articles 4, 6 et 7,

VU la décision n°2018-136 du 03 mai 2018 autorisant le tournage du documentaire inspiré du roman « L'homme à l'envers » de Fred Vargas, ainsi que le survol d'un drone du 1^{er} au 30 juin 2018 sur les secteurs du vallon de Mollières et de Restefond – la Bonette,

VU la décision n°2018-218 du 18 juin 2018 modifiant la décision n°2018-136, en ce qui concerne les dates de tournage du documentaire,

VU la demande modificative présentée le 27 juin 2018 par Madame DAGUENEL Marie-Laure, réalisatrice pour le compte de la société de production ELEPHANT ADVENTURES,

Considérant que la demande modificative vient confirmer le report du projet à la première quinzaine de juillet 2018 tout en sollicitant l'autorisation de tournage sur un secteur supplémentaire du cœur du parc national, sans autre modification des conditions d'organisation et de synopsis,

Décide :

Article 1:

La décision modificative n°2018-218 du 18 juin 2018 est abrogée.

Article 2 :

L'article 2 de la décision n°2018-136 du 03 mai 2018 est modifié comme suit :

« Cette autorisation est accordée du 1^{er} au 15 juillet 2018, sur les secteurs suivants :

- vallon de Mollières (Valdeblore et St-Martin-Vésubie, 06)
- site de Restefond – la Bonette et sources de la Tinée (Jausiers, 04 et St-Dalmas-le-Selvage, 06)
- site du vallon de la Minière à l'exclusion de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe (Tende, 06)

Les bénéficiaires sont tenus d'informer par écrit les services territoriaux concernés des dates effectives de tournage, a minima 2 jours ouvrés avant leur arrivée sur site.

Contacts :

- service territorial Tinée

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

- service territorial Ubaye-Verdon

chef de S.T - FRIBOURG Xavier (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T « Ubaye » KLEIN Ludovic (ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr) »

- service territorial de la Vésubie

chef de S.T – LOUVET Sébastien (sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T – PARDI Jean-Luc (jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr) »

- service territorial de la Roya

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

Les autres dispositions de la décision n°2018-136 demeurent inchangées.

Article 4 :

Les bénéficiaires devront présenter cette décision modificative accompagnée de la décision n°2018-136, à toute réquisition des agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 :

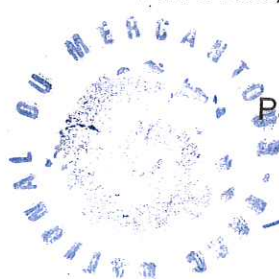
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 27 juin 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER

